



Mardi 30 novembre 1954,
à 15 h. 20

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 64 de l'ordre du jour: Projet d'articles relatifs au plateau continental (<i>suite</i>)	175

Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR
(Cuba).

POINT 64 DE L'ORDRE DU JOUR

Projet d'articles relatifs au plateau continental
(A/2706 et Add.1 à 3, A/C.6/L.339, A/C.6/
L.342) [*suite*]

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)

1. Mlle SOUTER (Nouvelle-Zélande) tient à répondre à certaines critiques formulées par les représentants qui ont déclaré ne pouvoir appuyer le projet de résolution commun (A/C.6/L.339), étant donné que sa délégation est l'un des auteurs du texte.
2. A la 431^{ème} séance, le représentant de la Norvège a déclaré qu'une décision rapide sur la question du plateau continental favoriserait non les intérêts de tous les Etats, mais ceux de certains Etats seulement. Puisqu'en raison de son isolement géographique, la Nouvelle-Zélande a peu de chances d'entrer en conflit avec un autre Etat à propos de l'exploitation du plateau continental qui l'entoure, on ne peut lui reprocher d'être poussée par des intérêts égoïstes lorsqu'elle reitère la conviction des auteurs du projet de résolution que l'on devrait revenir sur la décision qu'a prise l'Assemblée générale à sa huitième session [résolution 798 (VIII)]. Mlle Souter relève incidemment qu'à en croire le représentant de l'Islande, l'Assemblée générale a toujours eu pour politique de ne pas examiner les aspects du régime de la haute mer et du régime de la mer territoriale indépendamment les uns des autres; or, elle souligne que c'est seulement en 1953 — au moment où la Commission du droit international a présenté ses premiers projets d'articles définitifs sur l'un de ces aspects — que l'Assemblée générale a eu l'occasion de déterminer son attitude. La Commission du droit international elle-même a examiné séparément les divers éléments du régime de la mer et a suggéré que l'Assemblée générale suive la même méthode.
3. S'il est vrai qu'il serait désirable que l'Assemblée dispose des projets élaborés par la Commission sur toutes les questions connexes avant de discuter un seul de ces projets, il en résulterait un long retard qu'il convient pratiquement d'éviter. Le Président de la Commission du droit international a indiqué en 1953 que, à son avis, c'est au plus tôt en 1958 que l'Assemblée générale se trouvera en présence des rapports en question (A/C.6/L.324, par. 3). A vrai dire, en vertu de la résolution 798 (VIII), la Commission aurait à terminer ses travaux sur des matières aussi

diverses que l'abordage et la traite des esclaves avant que l'Assemblée générale puisse examiner le projet d'articles concernant le plateau continental. Le représentant de l'Equateur, estimant que le projet d'articles est lié au seul régime de la mer territoriale, a déclaré qu'un rapport sur cette question serait prêt en 1956 (431^{ème} séance). Si les gouvernements sont disposés à examiner la question du plateau continental après réception d'un rapport portant seulement sur les eaux territoriales, il sera tout de même nécessaire de reviser la résolution 798 (VIII) de l'Assemblée générale. Le rapport sur les eaux territoriales lui-même risque de n'être pas prêt pour 1956, puisque l'un des points qui est encore à déterminer — la largeur des eaux territoriales — est une question très controversée, qu'il ne faut peut-être pas compter voir régler rapidement.

4. Pourtant, le désaccord qui existe sur ce point particulier ne devrait pas faire obstacle à une discussion du projet d'articles relatifs au plateau continental (A/2456, par. 62). Comme l'a fait observer le représentant du Royaume-Uni (430^{ème} séance), les règlements qui régissent l'exercice de la juridiction d'un Etat sur le plateau continental ne dépendent pas de la définition qui est donnée de la largeur des eaux territoriales. A l'intérieur des eaux territoriales, l'Etat riverain exerce un droit absolu de souveraineté sur le lit de la mer. Dans les cas où le plateau continental s'étend au-delà de la limite de la mer territoriale, l'Etat riverain, en vertu des règles relatives au plateau continental, acquerra de nouveaux droits. Il n'est pas très important de savoir exactement à quelle distance de la côte la juridiction de l'Etat riverain cesse de s'exercer sur le lit de la mer en vertu des règles concernant la mer territoriale pour commencer à s'exercer en vertu des règles relatives au plateau continental.

5. Les divergences de vues quant au projet d'articles relatifs au plateau continental, divergences sur lesquelles le représentant de l'Equateur a appelé l'attention des membres de la Commission, ne font que souligner la nécessité pour les Etats de discuter le projet sans retard injustifié et de parvenir ainsi à un accord dont le but est d'écarter l'éventualité de litiges internationaux. Si, comme le propose le projet de résolution commun, cet examen a lieu en 1955, les gouvernements auront tout le temps d'étudier le texte d'une manière approfondie; de plus, lorsqu'elle tiendra sa dixième session, l'Assemblée générale sera libre d'ajourner une fois encore la discussion si le renvoi lui paraît la meilleure solution.

6. Mlle Souter estime avec le représentant de l'Equateur que, pour créer des normes juridiques nouvelles, on doit tenir le plus grand compte des réalités pratiques. C'est une conséquence logique de cette idée que l'évolution du droit international ne doit pas suivre de trop loin les changements qui interviennent dans les relations internationales. La découverte de techniques modernes permettant à l'homme d'exploiter les res-

sources du lit de la mer a créé des situations nouvelles auxquelles les règles anciennes du droit international ne peuvent valablement s'appliquer. C'est pourquoi la délégation de la Nouvelle-Zélande exprime l'espoir que l'Assemblée générale ne retardera pas sans nécessité l'élaboration de règles nouvelles.

7. M. CASTAÑEDA (Mexique) rappelle que sa délégation a voté pour la résolution 798 (VIII), dont l'objet principal est de sauvegarder l'unité du sujet tout entier, et ne voit aucune raison de modifier sa position à l'heure actuelle. Contrairement à ce qui est affirmé dans le projet de résolution commun (A/C.6/L.339), les différents aspects de la question sont si étroitement liés qu'il est impossible d'en étudier un sans préjuger les autres. Les auteurs de ce texte soutiennent que la Commission du droit international mettra longtemps à terminer ses travaux sur l'ensemble du sujet (A/2706, par. 3), mais cet argument est fondé sur une simple supposition. Si la Commission du droit international donnait priorité à cette question, elle pourrait, en une ou deux sessions, achever ses travaux sur les problèmes fondamentaux du régime de la haute mer et du régime des eaux territoriales, même si elle devait laisser sans solution quelques questions d'importance secondaire. D'autre part, les auteurs du projet présument qu'en ce qui concerne le plateau continental, il existe un accord de principe sur les points essentiels. Or, s'il est admis en général que les Etats riverains ont des droits sur le lit de la mer, il n'en reste pas moins que les avis diffèrent considérablement au sujet de l'étendue de ces droits. Pour ne citer qu'un exemple, huit Etats déclarent dans leur Constitution que leur souveraineté s'étend aux eaux épicontinentales et cinq autres estiment qu'ils ont certains droits préférentiels sur ces eaux; il y a donc au moins treize pays qui s'opposent, parce qu'elle lèse leurs intérêts, à la solution proposée par la Commission du droit international dans le projet d'articles. Dans ces conditions, il est évident que toute décision prise en ce qui concerne le plateau continental préjugera forcément les décisions relatives aux questions connexes. De même, les avis sont partagés sur le point de savoir quel régime s'appliquera aux ressources du plateau continental autres que les ressources minérales.

8. C'est par souci de préserver l'unité du sujet que la délégation du Mexique s'est jointe à plusieurs autres délégations pour présenter des amendements (A/C.6/L.341) au projet de résolution commun (A/C.6/L.339). Ces amendements ne visent pas seulement à assurer un examen simultané de tous les aspects du sujet, ils procèdent également d'une idée constructive: ils tendent à obtenir de la Commission du droit international qu'elle donne priorité à une partie de la tâche qui lui a été confiée, de manière à l'achever à une date plus proche, et ils prévoient que la question sera inscrite à l'ordre du jour de la onzième session de l'Assemblée.

9. L'esprit du projet de résolution présenté par l'Islande (A/C.6/L.342) ne diffère guère de celui de ces amendements; si le représentant de l'Islande consentait à exprimer dans son texte l'idée que la Commission du droit international devrait donner priorité à tous les aspects de la question, il n'y aurait aucune différence quant au fond entre son projet de résolution et les amendements proposés. M. Castañeda espère qu'au cours du débat le représentant de l'Islande et les auteurs des amendements communs réussiront à se mettre d'accord sur un texte unique.

10. M. MAURTUA (Pérou) fait observer que toute résolution adoptée par une organisation internationale représente nécessairement l'opinion de la majorité des membres de cette organisation. De plus, une résolution des Nations Unies constitue un instrument juridique dont les dispositions engagent les Etats Membres. Les décisions prises par la plus haute instance de l'Organisation des Nations Unies doivent être considérées comme ayant la même force que les dispositions législatives appliquées par les tribunaux nationaux et elles doivent être observées au même titre que ces dernières.

11. Même dans le cas où l'Assemblée générale adopte une résolution dans laquelle elle se borne à interpréter les dispositions de la Charte ou à exprimer son point de vue sur un concept juridique, la force de persuasion d'une telle résolution mérite d'être pleinement reconnue. C'est seulement dans la mesure où l'on admet le caractère essentiellement constructif des résolutions de l'Assemblée que l'on peut élaborer des règles concrètes et généralement acceptables. Dans sa résolution 798 (VIII), qui constitue précisément une décision de cette nature, l'Assemblée générale a exprimé son point de vue sur les aspects fondamentaux des travaux de la Commission du droit international dans le domaine du droit maritime. Ces travaux n'ont pas véritablement progressé parce qu'ils étaient subordonnés à l'ordre de priorité établi par l'Assemblée générale, à la complexité des divers aspects du sujet étudié et aux dispositions du statut de la Commission. Certaines questions sont du domaine du développement progressif du droit international; d'autres se prêtent à la codification. Dans certains cas, la Commission du droit international a essayé d'élaborer des textes législatifs et de formuler des règles, mais, dans d'autres, la nature même du sujet ne lui a pas permis d'envisager cette méthode. Ce sont là des facteurs qui tendent naturellement à retarder les travaux de la Commission. Il faut donc éviter de placer de nouveaux obstacles sur la voie de la Commission et, à cette fin, se rendre compte que certains problèmes d'ordre maritime sont si étroitement liés les uns aux autres qu'il est impossible de les aborder séparément.

12. L'Assemblée générale a reconnu la grande affinité qui existe entre les divers éléments du problème dans sa résolution 798 (VIII). De l'avis de la délégation péruvienne, cette résolution est rédigée de telle manière qu'elle dépasse le cadre de la pure procédure. Le texte souligne le principe juridique de l'indivisibilité des problèmes maritimes. En apportant à ces problèmes une solution partielle, on compromettrait le succès de toute tentative ultérieure en vue d'éliminer les difficultés restant à résoudre, ce qui est inadmissible. La codification du droit international ne peut être entreprise d'une manière fragmentaire; de par sa nature même, cette tâche doit être progressive. Il serait non seulement imprudent, mais encore dangereux, d'exercer une pression sur l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle établisse des règles dont l'application s'avérerait ultérieurement impossible. Toute règle doit se fonder sur la coutume reconnue, sur la pratique et sur l'expérience. Les instruments qui ne tiennent pas compte de ce fait indéniable et qui ne sont pas réellement l'expression de la volonté de la communauté internationale ne seront jamais ratifiés ou appliqués.

13. La délégation du Pérou, pleinement consciente de la nécessité d'éviter tout échec dans le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies, déplore l'ajournement d'une question lorsque cette procédure est utilisée

comme un moyen purement dilatoire. Par contre, l'ajournement à des fins constructives, c'est-à-dire en vue d'assurer un succès durable, est une chose entièrement différente. Le représentant de l'Equateur a déjà souligné l'importance des divergences de vues sur les questions fondamentales. L'objet du projet d'amendements commun (A/C.6/L.341) est de remédier à cette situation par des moyens simples. Toute tentative en vue de fragmenter un problème dont les éléments forment un tout indivisible constituerait une proposition dangereuse. La seule façon de résoudre les difficultés est de discuter simultanément tous les problèmes nombreux et variés que pose le régime de la mer en droit international public.

14. Par suite de l'échec de la Conférence pour la codification du droit international, qui s'est tenue à La Haye en 1930, l'anarchie continue à régner dans le domaine des questions maritimes. Il faut porter remède à cette situation déplorable, tout en sauvegardant les intérêts vitaux de chaque Etat. L'Organisation des Nations Unies devrait garantir que quiconque invoque le principe de la liberté des mers comme prétexte pour gaspiller les richesses de la mer et se livrer à une exploitation destructive de ces richesses, est passible de sanctions. Outre qu'elle est illégale, une telle exploitation est la négation même du principe de la liberté des mers. Il faudrait reviser certaines idées traditionnelles en tenant compte des réalités de la vie internationale moderne.

15. Pour ces raisons, la délégation du Pérou ne peut appuyer le projet de résolution commun (A/C.6/L.339). De toute évidence, l'Assemblée générale voulait que les problèmes relatifs au régime de la mer fussent examinés ensemble, et c'est commettre une erreur manifeste que de croire à la possibilité d'étudier séparément tel ou tel élément, sans préjudice des questions connexes. Le fait que la Commission du droit international elle-même a modifié son point de vue initial en ce qui concerne la détermination des limites du plateau continental, compte tenu des propositions faites par le Comité d'experts chargé de la délimitation des eaux territoriales (A/2456, par. 81), est un argument frappant qui milite contre un examen fragmentaire de la question.

16. En étudiant le problème de la codification et du développement du droit international, l'Organisation des Nations Unies doit s'efforcer de coordonner ses propres efforts dans le domaine de la codification avec ceux qui sont déployés, à l'échelon régional, sur le continent américain. Les solutions obtenues sur le plan régional peuvent constituer un exemple précieux pour ceux qui recherchent un accord universel. Ce n'est qu'en étudiant toute tentative constructive pour créer le droit que l'Organisation des Nations Unies pourra élaborer un ensemble de règles susceptibles d'être généralement respectées.

17. M. ROBINSON (Israël) estime que toutes les questions du droit maritime sont liées les unes aux autres et qu'il convient de les examiner simultanément. Le droit maritime international traverse une période critique, et il semblerait que l'on ait de plus en plus tendance à s'éloigner de la notion de *mare liberum* pour se rapprocher de celle de *mare clausum*. Le problème qui se pose ne peut être résolu à la hâte.

18. M. Robinson fait observer, au sujet du point 3, c, des amendements communs (A/C.6/L.341), que l'Assemblée générale peut prier la Commission du droit

international d'accélérer ses travaux, mais qu'elle ne peut pas lui demander de faire en sorte que l'Assemblée générale soit en mesure d'examiner la question à sa onzième session, car cela dépend non seulement de la Commission du droit international, mais aussi des gouvernements que celle-ci doit consulter, conformément à son mandat.

19. En conséquence, M. Robinson demande aux auteurs des amendements s'ils consentent à remplacer les mots "en temps voulu pour qu'ils puissent être examinés simultanément à la onzième session ordinaire de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 798 (VIII)" par les mots "à sa huitième session". Avant d'adopter cette disposition, la Commission pourrait demander aux membres de la Commission du droit international qui sont présents si la Commission du droit international peut en fait terminer ses travaux dans ce délai.

20. M. HSU (Chine) déclare que les adversaires du projet de résolution commun (A/C.6/L.339) ont de louables intentions, mais que leurs arguments n'ont pas réussi à le convaincre. On ne peut présenter aucune objection de principe valable contre l'adoption, par l'Assemblée générale, d'une résolution infirmant sa décision antérieure, notamment parce qu'il ne s'agit que d'une question de procédure. L'Assemblée a adopté la résolution 798 (VIII) en fin de session; à ce moment, les représentants étaient aisément influencés par une prétendue logique. Il est certain que la résolution 798 (VIII) conserve tout son attrait, sur le plan de la logique. Etant donné que la Commission du droit international examine toutes les questions relatives au régime de la mer, il paraîtrait évidemment logique de n'examiner la question du plateau continental que lorsque la Commission du droit international aura étudié tous les autres aspects du droit maritime. On doit supposer, toutefois, pour tenir ce raisonnement, que le régime de la mer est normal et que la Commission du droit international n'a pas besoin d'être aidée dans ses travaux. De telles suppositions sont malheureusement erronées ou tout au moins sujettes à de sérieuses réserves. La situation en ce qui concerne le régime de la mer est non seulement anormale: elle est même anarchique. Jusque vers le début du XX^{ème} siècle, la mer est demeurée libre; elle n'était soumise qu'à l'exercice de certains droits des belligérants, en temps de guerre. Mais le principe de la liberté de la mer a perdu beaucoup de sa force avec le développement des moyens de navigation et les progrès accomplis dans d'autres domaines. Les règles qui gouvernent l'exercice des droits des belligérants ont été révisées. La liberté de la mer a été réduite du fait de l'extension de la juridiction nationale; de nouvelles zones ont été créées, et les Etats ont pris dans ces zones des mesures administratives et de sécurité. En outre, les Etats ont cherché à étendre leur souveraineté sur le plateau continental et, quelquefois même, sur les eaux surjacentes et l'espace aérien situé au-dessus des eaux surjacentes. En conséquence, ce n'est probablement que dans les abîmes les plus profonds de l'océan que l'on peut encore jouir de la liberté de la mer. Un tel régime ne peut guère encourager l'étude patiente du problème.

21. En second lieu, s'il convient de louer la Commission du droit international pour ses travaux dans de nombreux domaines, il faut convenir que la valeur de sa contribution au droit maritime est encore incertaine. Après avoir examiné un certain nombre de problèmes

se rattachant à cette question, la Commission du droit international a dirigé son attention sur la question du plateau continental et a, tout d'abord, fait certaines propositions qui, sans être parfaites, ont eu tout au moins le mérite de ne pas compliquer les choses. Toutefois, dans le texte final du projet d'articles, la Commission a recommandé, en ce qui concerne la définition de la nature des droits de l'Etat riverain, l'article suivant: "L'Etat riverain exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de l'exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles" (A/2456, par. 62). Etant donné que la souveraineté implique non seulement la possession, mais aussi la propriété, l'expression "droits souverains" désigne nécessairement des droits de propriété. En outre, étant donné que l'on a admis le principe de la souveraineté, il est, du point de vue de la pratique, inutile d'énumérer certaines restrictions comme le font les projets d'articles 3 et 4. Si l'on admet que la souveraineté de l'Etat riverain s'étend au plateau continental, on ne peut nier que cette souveraineté existe en ce qui concerne les eaux surjacentes et l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux. Les recommandations de la Commission du droit international tendent à créer une distinction entre les diverses zones de la haute mer; cette distinction est, pour le moins, prématurée. La situation est aggravée du fait que la Commission du droit international, après avoir recommandé la souveraineté de l'Etat riverain sur le plateau continental, n'a formulé aucune règle en ce qui concerne la largeur des eaux territoriales, question fondamentale pour la solution de nombreux problèmes maritimes.

22. Pour ces motifs, la délégation chinoise espère que les adversaires du projet de résolution commun modifieront leur attitude. De nombreuses raisons militent en faveur de l'examen de la question du plateau continental ou même de toute autre question relevant du régime des mers. L'attitude de certains Etats est peut-être motivée par la crainte que les puissances maritimes n'imposent leurs solutions aux autres membres de la communauté internationale. Cependant, l'on n'a rien à perdre, et l'on pourrait gagner beaucoup à délibérer et à procéder à des échanges de vues. En tout cas, il ne serait pas raisonnable que tel ou tel Etat s'oppose à la discussion de ces problèmes ou insiste pour qu'elle soit ajournée *sine die*.

23. M. BENITES VINUEZA (Equateur) rend hommage à la clarté et à l'objectivité de l'exposé fait par la représentante de la Nouvelle-Zélande. Elle a rappelé, à juste titre, qu'aux termes d'une déclaration de son président, la Commission du droit international ne pourrait pas terminer ses travaux avant 1958. Ce n'est cependant pas une raison pour que l'Assemblée générale n'insiste pas auprès de cette commission pour qu'elle accélère ses travaux, dans l'espoir qu'elle les terminera à une date plus proche. Il n'est pas indispensable que l'examen de questions telles que la traite des esclaves soit terminé en 1956, mais la tâche de l'Assemblée générale serait grandement facilitée si, tout au moins, la Commission examinait par priorité les questions visées dans la résolution 798 (VIII).

24. La représentante de la Nouvelle-Zélande a laissé entendre qu'il n'existait pas un lien étroit entre le régime de la mer territoriale et la question du plateau continental; elle a émis l'avis qu'une difficulté ne pourrait surgir que si le plateau s'étendait au-delà des limites de la mer territoriale et que, par conséquent, la question

était surtout liée au régime de la haute mer. Ce raisonnement ne tient pas compte du fait qu'aucun accord n'est encore intervenu en ce qui concerne la largeur de la mer territoriale ou la façon dont il convient de mesurer cette largeur. C'est là une question que la Commission du droit international doit trancher en premier lieu, avant tout examen du problème du plateau continental. Dans le passé, la mer territoriale a été mesurée empiriquement. Conformément aux théories de Grotius, la largeur des eaux territoriales correspondait à la portée réelle d'une pièce d'artillerie au XVII^e siècle. A l'époque actuelle, une telle règle est absolument surannée.

25. La représentante de la Nouvelle-Zélande a eu raison de signaler que les divergences de vues au sujet du projet d'articles ne faisaient que souligner la nécessité d'un débat. Malheureusement, les auteurs du projet de résolution commun (A/C.6/L.339) expriment une idée très différente lorsqu'ils prétendent qu'il existe, dans une large mesure, un accord de fait. En outre, s'il est exact qu'un délai de deux ans donnera aux gouvernements le temps nécessaire pour étudier le texte, toute discussion de la question tendrait à préjuger le problème, non encore résolu, de la largeur de la mer territoriale.

26. La représentante de la Nouvelle-Zélande a insisté pour que la Sixième Commission étudie la question d'un point de vue réaliste. Elle a eu parfaitement raison de le faire car, comme l'orateur l'a déclaré à la séance précédente, la question du plateau continental s'est posée parce qu'il est devenu possible d'exploiter les richesses de ce plateau. Deux experts des Etats-Unis en matière de droit international ont déclaré que, en conséquence, les Etats-Unis devraient revendiquer la plus large étendue possible du plateau continental, puisque les progrès de la technique pourraient permettre l'exploitation des richesses du plateau à une distance des côtes plus grande encore. Aucune règle rigide et absolue ne peut être adoptée, en raison précisément du changement constant de la situation.

27. Le représentant de la Chine a signalé, avec raison, que le régime de la haute mer avait évolué en fonction des besoins de la navigation. La tendance actuelle qui, comme le représentant d'Israël l'a mentionné, est en faveur de la *mare clausum* et s'éloigne de la notion de la *mare liberum*, est due au fait que les techniques de l'extraction des ressources de la mer se sont perfectionnées à un point tel que, si leur emploi n'était pas contrôlé, ces ressources pourraient être épuisées.

28. Les objections que le représentant d'Israël a soulevées à l'encontre du point 3, c, des amendements qui figurent dans le document A/C.6/L.341 sont de pure forme. La résolution 798 (VIII) de l'Assemblée générale est fondée sur deux principes: conserver l'unité de la question et différer la discussion sur un aspect quelconque du problème jusqu'au moment où celui-ci pourrait être examiné dans son ensemble. Les auteurs des amendements communs ont pour seul objectif, tout en conservant à la question son unité, d'insister auprès de la Commission du droit international pour qu'elle accélère ses travaux sur le sujet, afin que l'Assemblée générale puisse l'étudier à une date plus rapprochée. Rien ne s'oppose à ce que, ainsi que le représentant d'Israël l'a suggéré, les membres de la Commission du droit international qui font partie de la Sixième Com-

mission soient invités à faire connaître leurs vues en la matière.

29. Enfin, le représentant de l'Equateur déclare que sa délégation approuve entièrement les idées exprimées dans le projet de résolution présenté par l'Islande (A/C.6/L.342). Les amendements dont la délégation de l'Equateur est un des auteurs (A/C.6/L.341) n'ont été soumis qu'en vue de réaliser un compromis qui satisfasse les représentants désireux d'aboutir rapidement à une solution.

30. M. BRUNER (Yougoslavie) souligne le lien étroit qui existe entre la question du plateau continental et d'autres questions, et le fait que la première ne peut être étudiée qu'en liaison avec les autres. Etudier séparément les divers aspects du problème, loin d'accélérer la solution définitive, ne ferait que la retarder, et cette méthode préjugerait les mesures à prendre sur les aspects qui n'auraient pas encore été examinés. Le point de vue adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 798 (VIII) est le seul qui soit justifié. Il confirme celui qu'exprimait la résolution 374 (IV), adoptée antérieurement.

31. Dans ces conditions, tout en étant convaincue qu'il convient de n'épargner aucun effort pour hâter les travaux sur la question du régime de la mer et en se déclarant prête à appuyer une proposition constructive à cet effet, la délégation yougoslave ne pourra voter

en faveur du projet de résolution commun (A/C.6/L.339).

32. M. COLLIARD (France) déclare que l'opinion de sa délégation est purement objective. Dans tout débat sur la question du plateau continental, il convient de distinguer nettement entre le sol et le sous-sol — qui constituent le plateau proprement dit — et les eaux surjacentes, qui font partie de la haute mer. Après avoir étudié le problème, la Commission du droit international a décidé d'appliquer aux eaux surjacentes le même régime qu'à l'espace aérien se trouvant au-dessus du plateau. Cela étant, le représentant de la France ne saurait appuyer le point 2 de l'amendement commun (A/C.6/L.341), car ce texte semble préjuger la question des eaux surjacentes.

33. En outre, à l'heure actuelle, le problème est une pure question de procédure: à quel moment sera-t-il possible à l'Assemblée générale d'examiner dans son ensemble la question du droit maritime? Même lorsqu'elle pourra le faire, la résolution qu'elle adoptera ne sera qu'une recommandation, qui devra être complétée par un instrument ayant force obligatoire. Pour le moment, la Sixième Commission devrait se borner à étudier la question de procédure, sans examiner le problème quant au fond.

La séance est levée à 17 h. 45.

